

# Réchauffement climatique : origines, développement, actualité et quelques perspectives

## Petite initiation citoyenne à cet enjeu crucial contemporain





: lien consultable en ligne ou téléchargeable

---

## Introduction

---

Chaque été, nos sociétés prennent davantage conscience de la réalité du réchauffement climatique et de ses conséquences. Si l'été 2021 a été marqué par les inondations en Belgique et en Allemagne, l'été 2022 a été particulièrement impressionnant par la sécheresse sévère et les incendies ravageurs dans le sud de l'Europe.

Les progrès actuels dans la lutte contre le réchauffement climatique restent insuffisants, la prise de conscience collective a mis beaucoup de temps. Dans ce contexte, les conséquences directes du réchauffement climatique dans nos contrées heurtent les esprits et permettent d'aborder cette question de manière plus concrète que précédemment. L'idée qu'il faille changer nos modes de vie rebute encore beaucoup de monde mais force est de constater que les citoyennes et citoyens de nos sociétés se demandent de plus en plus comment nous allons relever ce défi commun.

Pour participer à la réflexion générale et pour mieux comprendre la situation actuelle, il est nécessaire de comprendre l'histoire de ce réchauffement climatique et savoir comment nous en sommes arrivés là. Quels ont été les premiers indices de ce réchauffement climatique ? Pourquoi avons-nous tant de mal à réagir ? D'autres questions surviennent également assez rapidement quand on s'intéresse à ce sujet sans l'avoir toujours suivi avec attention : qu'est-ce que l'accord de Paris ? Que dit le dernier rapport du GIEC ?

Clarifier ces questions en quelques pages nous paraît essentiel pour accompagner chaque personne qui le désire dans cette prise de conscience collective. Il s'agit en effet de faire face à un enjeu qui va bouleverser encore pendant longtemps nos modes de vie. Pour limiter les effets négatifs du réchauffement climatique, nos sociétés vont devoir réagir rapidement et fortement. La nécessité d'une action collective sur le long terme implique une compréhension de chacun et chacune sur ces enjeux. L'idéal serait que nous ne subissions pas les conséquences de ce phénomène mais que nous prenions collectivement des décisions qui nous permettent d'aborder ce défi de manière positive.

Ce texte propose de revenir sur quelques étapes historiques de ce phénomène planétaire. Il tente de mettre en évidence quelques enjeux importants : ceux qui ont ralenti le processus de réaction et ceux qui devraient permettre de prendre de bonnes décisions à l'avenir.

## I. La révolution industrielle et ses conséquences

### A. Un constat posé rapidement

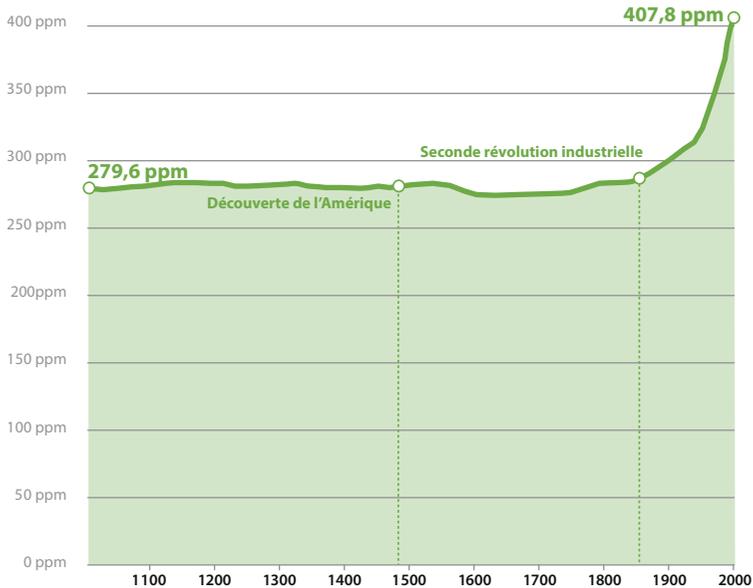
Depuis la première révolution industrielle, liée au développement du chemin de fer et de l'extraction du charbon de 1760 à 1840, la société occidentale est passée d'un modèle à dominante agricole à une société industrielle. La seconde révolution industrielle, caractérisée par le développement de l'automobile, de l'électricité et de l'extraction du pétrole et qui s'étale entre 1890 et 1910, est marquée par un premier développement important des émissions de gaz à effet de serre. Depuis lors, les émissions de CO<sub>2</sub> ont augmenté de manière exponentielle à travers le monde comme le montre ce graphique, publié dans le journal *Le Monde*<sup>1</sup>, qui représente la concentration du CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère de l'an 1000 à 2018 en partie par million (ppm)<sup>2</sup>.

L'impact sur le climat de cette augmentation des émissions de CO<sub>2</sub> est déjà théorisé par l'Américaine Eunice Foote dès 1856. Dans une étude publiée dans *The American Journal of Science and Arts*, elle énonce qu'« une atmosphère constituée de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) donnerait à notre terre une température élevée »<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> BRETAU P., « Stable pendant plus de mille ans, la concentration de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère a explosé au XXe siècle », *Lemonde.fr*, article mis à jour le 25 novembre 2019 [en ligne :] [https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/11/22/stable-pendant-plus-de-mille-ans-la-concentration-de-CO2-dans-l-atmosphere-a-explose-au-xxe-siecle\\_5387107\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/11/22/stable-pendant-plus-de-mille-ans-la-concentration-de-CO2-dans-l-atmosphere-a-explose-au-xxe-siecle_5387107_4355770.html), consulté le 25 juillet 2022.

<sup>2</sup> L'augmentation du CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère est calculée en comparant la proportion de CO<sub>2</sub> dans un volume donné à des périodes différentes. Une partie par million représente un millionième du volume considéré. De manière plus précise, on parle aussi de *partie par million en volume* (ppmv).

<sup>3</sup> « Petite histoire des sciences du changement climatique, des origines à nos jours », *Futura-sciences.com*, [en ligne :] <https://www.futura-sciences.com/planete/actualites/rechauffement-climatique-petite-histoire-sciences-changement-climatique-origines-nos-jours-92816>, consulté le 24 juin 2022. Le document original de sa publication est aussi disponible en ligne, comme par exemple, ici : <https://publicdomainreview.org/collection/first-paper-to-link-CO2-and-global-warming-by-eunice-foote-1856>, page consultée le 5 septembre 2022.



Sources : NOAA, Centre d'analyse et d'information sur le dioxyde, OMM

Le réchauffement climatique est donc la conséquence d'une évolution de notre mode de vie collectif « à l'occidentale » qui remonte à un peu plus de deux siècles. Le phénomène est assez rapidement théorisé, comme nous venons de le souligner, longuement controversé par le courant climato-sceptique<sup>4</sup> et est

<sup>4</sup> Pour résumer la controverse à ce sujet, nous reprenons ce résumé réalisé par le site novethic.fr « Le climato-scepticisme est un courant de pensée qui remet en question l'existence du réchauffement climatique et ses conséquences sur la planète. Certains climato-sceptiques, sans nier totalement l'existence de celui-ci, remettent en cause l'origine humaine de celui-ci. Cette mise en doute du réchauffement climatique ou de sa cause anthropique est principalement répandue au sein des milieux politiques conservateurs qui s'appuient sur l'absence de consensus scientifique quant au rôle effectif joué par l'activité humaine dans le phénomène. L'argument principal des climato-sceptiques consiste à minimiser l'influence des émissions de CO<sub>2</sub> sur la température de la planète, laquelle aurait connu dans son histoire plusieurs phases similaires à celles que nous traversons aujourd'hui. Enfin, les fluctuations de l'activité solaire qui réduisent l'ionisation de l'atmosphère sont également évoquées par les tenants du climato-scepticisme, y compris chez certains scientifiques du GIEC. » Climato-scepticisme, novethic.fr, Lexique, [en ligne :] <https://www.novethic.fr/lexique/detail/climato-scepticisme.html>, consulté le 22 septembre 2022.

confirmé officiellement par le 6<sup>e</sup> rapport du GIEC : « il est sans équivoque que l'influence humaine a réchauffé l'atmosphère, les océans et les continents »<sup>5</sup>.

### Depuis 1950 : 70 ans de croissances économique et démographique

*Le réchauffement climatique a pris une ampleur encore plus importante ces dernières décennies avec l'augmentation démographique mondiale et, conjointement, le développement économique rapide de nombreux pays.*

*Si le phénomène est assez général, des nations comme la Chine et l'Inde, en particulier, ont connu une hausse importante tant de leur démographie<sup>6</sup> que de leur produit intérieur brut<sup>7</sup>. Ces deux facteurs conjugués accélèrent l'impact de ces pays.*

<sup>5</sup> « It is unequivocal that human influence has warmed the atmosphere, ocean and land. Widespread and rapid changes in the atmosphere, ocean, cryosphere and biosphere have occurred. » A.1, p.4, « Observed increases in well-mixed greenhouse gas (GHG) concentrations since around 1750 are unequivocally caused by human activities » A.1.1, p.4. Extraits du sixième rapport du GIEC. IPCC, Contribution of the WG 1 to the Sixth Assessment Report of the IPCC « Climate Change 2021: The Physical Science Basis », Cambridge University Press, Cambridge, UK and New York, NY, USA, 2021, 2391 pages, [en ligne :] <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1>, consulté le 28 septembre 2022. La présente note d'analyse reprend (p.5) d'autres études scientifiques sur ce sujet.

<sup>6</sup> En termes absolus, la population mondiale a augmenté de 3,325 milliards d'habitants sur la période 1981-2021. Sur cette période de quarante ans, la Chine a vu sa population augmenter de plus de 415 millions d'habitants et l'Inde de plus de 675 millions d'habitants. Ces deux pays ont donc ensemble vu leur population augmenter de 1,096 milliard d'habitants, soit un tiers de l'augmentation mondiale. La Banque Mondiale, données, [en ligne :] <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.TOTL?locations=CN-IN>, consulté le 5 septembre 2022.

<sup>7</sup> Durant les deux dernières décennies, la croissance du PIB chinois est particulièrement importante. Ce PIB a été multiplié par 13,24 entre 2001 et 2021 pour atteindre 17,734 billions USD (et dépasser ainsi celui de l'UE : 17,708 billions USD, également en 2021). Le PIB de l'Inde a été multiplié par 6,5 sur cette même période. À titre de comparaison, durant ces 20 années, le PIB de l'UE et celui de la Belgique n'étaient multipliés « que » par 2,3 et 2,5. La Banque Mondiale, données, [en ligne :] <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?end=2021&locations=CN-IN&start=1961&view=chart>, consulté le 5 septembre 2022.

En 1950, la population mondiale était estimée à 2,6 milliards de personnes<sup>8</sup>. Les Nations unies estiment que l'on atteindra les 8 milliards d'êtres humains ce 15 novembre 2022<sup>9</sup>. En moins de 75 ans, la population mondiale a donc triplé<sup>10</sup>.

La croissance économique mondiale de cette période a permis à de nombreuses familles de sortir de la pauvreté. Combinée à la croissance démographique, elle a également augmenté fortement l'empreinte carbone mondiale moyenne.

L'accélération du réchauffement climatique que nous observons est aussi dû au phénomène d'accumulation de ces gaz dans l'atmosphère. En effet, si certains, comme la vapeur d'eau, s'évacuent assez rapidement, d'autres, comme le CO<sub>2</sub>, mettront des centaines d'années pour en être évacués<sup>11</sup>. Le cumul des émis-



<sup>8</sup> « Population », Organisation des Nations Unies, Questions thématiques, [en ligne :] <https://www.un.org/fr/global-issues/population>, consulté le 5 septembre 22.

<sup>9</sup> World Population Prospects 2022: Summary of Results, United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division. New York. P. 9 [en ligne :] [https://www.un.org/development/desa/pd/sites/www.un.org/development/desa/pd/files/wpp2022\\_summary\\_of\\_results.pdf](https://www.un.org/development/desa/pd/sites/www.un.org/development/desa/pd/files/wpp2022_summary_of_results.pdf), consulté le 5 septembre 2022.

<sup>10</sup> Si les Nations Unies estiment que la population mondiale pourrait encore augmenter jusqu'à 10 milliards d'habitants en 2050, une étude récente prévoit un pic de la population en 2043. Selon cette étude, certains facteurs comme le vieillissement de la population et la faiblesse de la fécondité moyenne de la population mondiale expliqueraient que la population mondiale pourrait fortement décliner d'ici la fin de ce siècle et revenir à environ 4 milliards de terriens. Cfr : HIAULT, R., « La population mondiale risque de diminuer de moitié d'ici à 2100 », Les Echos, mis à jour le 25 août 2022, [en ligne :] <https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/la-population-mondiale-risque-de-diminuer-de-moitie-dici-la-fin-du-siecle-1783516>, consulté le 5 septembre 2022.

<sup>11</sup> « On voit qu'il faut attendre de l'ordre du siècle avant que le CO<sub>2</sub> ne commence à être évacué de l'atmosphère de manière significative, de l'ordre de 10 ans pour le méthane, mais que certains halocarbures (par exemple le CF<sub>4</sub>, en haut du diagramme) n'ont toujours pas commencé à s'épurer significativement de l'atmosphère au bout de 1.000 ans. » JANCOVICI J.-M., « Quels sont les gaz à effet de serre ? », jancovici.com, 1 août 2007, [en ligne :] <https://jancovici.com/changement-climatique/gaz-a-effet-de-serre-et-cycle-du-carbone/quels-sont-les-gaz-a-effet-de-serre-quels-sont-leurs-contribution-a-leffet-de-serre>, consulté le 5 septembre 2022.

•••  
 sions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère sur une période donnée alourdit la responsabilité des états occidentaux dans le réchauffement climatique actuel<sup>12</sup>.

## B. L'observation de l'augmentation du CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère : confirmation de l'hypothèse

La confirmation de la théorie d'Eunice Foote vient un siècle plus tard. En effet, il y a soixante ans déjà, en 1960, une étude de Charles D. Keeling établit l'augmentation annuelle du dioxyde de carbone dans l'atmosphère terrestre<sup>13</sup>.

Quinze ans plus tard, Wallace Broecker résume dans un article de recherche ses conclusions et celles d'autres chercheurs des conséquences concrètes de cette augmentation de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère dans un article intitulé « Changement climatique : sommes-nous à la veille d'un important réchauffement climatique ? »<sup>14</sup>. Dans cet article de 1975, Broecker prédit « que la tendance actuelle au refroidissement cédera, dans une dizaine d'années, la place à un réchauffement prononcé induit par le dioxyde de carbone », et que « d'ici le début du siècle prochain [le dioxyde de carbone] aura entraîné la température planétaire moyenne au-delà des limites rencontrées au cours des 1 000 dernières années ». Il a prédit un réchauffement climatique global de 0,8 °C au XX<sup>e</sup> siècle dû au CO<sub>2</sub> et s'est inquiété des conséquences pour l'agriculture et le niveau de la mer.<sup>15</sup>

<sup>12</sup> Une vidéo publiée sur YouTube par le quotidien Le Monde explique très bien toutes ces subtilités. En un petit quart d'heure, elle permet de mieux comprendre comment nous réchauffons le climat et comment nous pouvons tenter, comme les États et les scientifiques s'y essaient, d'identifier les responsabilités de chacun. Meyer R., « Qui réchauffe le climat (et comment) ? Ft. Le Réveilleur », Youtube, 17 juillet 2022, [en ligne :] <https://youtu.be/GVJRZql6h2k>, 14 minutes, consulté le 28 septembre 2022.

<sup>13</sup> KEELING C. D., « The Concentration and Isotopic Abundances of Carbon Dioxide in the Atmosphere », [en ligne :] <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/j.2153-3490.1960.tb01300.x>, consulté le 2 juin 2022.

<sup>14</sup> BROECKER W., « Climatic Change: Are We on the Brink of a Pronounced Global Warming? », *Science*, vol. 189 (8 August 1975), [en ligne :] <https://www.science.org/doi/10.1126/science.189.4201.460>, consulté le 2 juin 2022.

<sup>15</sup> RAHMSTORF S., « Happy 35th birthday, global warming! », *RealClimate*, 28 juillet 2010, [en ligne :] <https://www.realclimate.org/index.php/archives/2010/07/happy-35th-birthday-global-warming/>, consulté le 2 juin 2022.

Nous sommes donc avertis des causes et conséquences liées au réchauffement climatique depuis des décennies. Nous aurions tendance à dire, au vu des constats posés dans cette note que nous le sommes scientifiquement depuis 60 ans, politiquement depuis 40 ans et, au niveau du grand public, la sensibilisation sur cette question remonte certainement à une petite vingtaine d'années<sup>16</sup>.

Dès lors, on peut établir qu'un jeune adulte est né dans un monde qui savait avec certitude que nous avions ce problème à régler. Quant aux autres adultes, ils ont été alertés de la question, avec de plus en plus d'arguments sur le sujet, depuis plus de la moitié de leur vie.

## C. Un phénomène humain : dans sa cause... et dans sa solution

Si, au début, les causes ne sont pas absolument certaines, années après années, les scientifiques creusent la question et les doutes ne sont plus permis : l'activité humaine est la cause première de ce réchauffement climatique. Cette étude scientifique publiée dans la revue *Nature* le confirme en 2004<sup>17</sup>. Le sujet semble tellement fondamental pour permettre une prise de conscience universelle et une réponse collective effective qu'une étude l'a encore confirmé en 2021<sup>18</sup>.

Intrinsèquement, le constat que l'activité humaine soit la cause principale de ce réchauffement climatique nous semble être une bonne nouvelle. L'humanité a donc la solution en main. La cause est humaine, la solution doit pouvoir l'être également. Théoriquement, c'est jouable, nous pouvons éviter un scénario catastrophe, une crise trop coûteuse financièrement et humainement. Nous devons et nous devrions pouvoir trouver un nouveau mode de développement pour éviter de rendre la terre « invivable » pour les générations futures.

<sup>16</sup> Le film *Une vérité qui dérange* (2006) reste à conseiller à ce sujet.

<sup>17</sup> ORESKES N., « The Scientific Consensus on Climate Change », *Science*, 2004, 306 (5702), [en ligne :] <https://www.science.org/doi/pdf/10.1126/science.1103618>, consulté le 2 juin 2022.

<sup>18</sup> LYNAS M., HOULTON B. Z., PERRY S., « Greater than 99% consensus on human caused climate change in the peer-reviewed scientific literature », *Environmental Research Letters*, Volume 16, Number 11, 19 octobre 2021, [en ligne :], <https://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/ac2966#fnref-erlac2966bib4>.

Si le mouvement climato-sceptique a tellement semé le doute sur cette vérité, c'est parce que non seulement cette réalité remet notre culture occidentale, notre modèle de développement en cause, mais, surtout, elle remet en question une série de secteurs économiques dominants. Elle pourrait même, à terme, poser la question de leurs responsabilités dans la crise que nous vivons et allons vivre.

Il y a d'ailleurs actuellement une remise en cause du système capitaliste qui serait intrinsèquement, dans sa version néolibérale, incompatible avec le défi climatique<sup>19</sup>. La manière qu'a le capitalisme d'organiser la production, les échanges et la redistribution des richesses est élaborée d'une façon qui n'est ni éthique, ni dans l'intérêt du bien commun, ni dans le respect des humains et des non-humains souligne l'historienne Ludivine Bantigny<sup>20</sup>.

Le capitalisme, né au seizième siècle, est le système économique à la source des deux révolutions industrielles. Il a apporté énormément de progrès mais a également causé, faute de pouvoir politique suffisamment fort en parallèle, de trop nombreuses nuisances sur les plans humain et écologique, notamment.

Le problème vient également de nos systèmes politiques. Les systèmes actuellement à l'œuvre prennent encore trop peu en compte l'intérêt des générations futures. Pour Kerry Whiteside et Dominique Bourg, sauvegarder la biosphère exige de repenser la démocratie. Pour eux, la démocratie représentative n'est pas en mesure de répondre aux problèmes écologiques contemporains.<sup>21</sup> L'OCDE souligne de son côté « le manque de structures et d'incitations pour encourager la réflexion et la planification à long terme au sein des institutions publiques et de leurs processus ». <sup>22</sup> Des outils existent dans certains pays de l'OCDE pour prendre en compte l'intérêt des généra-

<sup>19</sup> COLMANT B., « Le capitalisme néolibéral n'est plus compatible avec le défi climatique », Lalibre.be, 7 août 2022, [en ligne :] <https://www.lalibre.be/debats/opinions/2022/08/07/le-capitalisme-neoliberal-nest-plus-compatible-avec-le-defi-climatique-INNVZTOFBRHUHMHJDZ2ZQKDA3WA>, consulté le 5 septembre 2022.

<sup>20</sup> DORZÉE H., « Le capitalisme nous vend du rêve et des artifices », Imagine Demain Le Monde, Octobre 2022, p.85.

<sup>21</sup> BOURG D. ET WHITESIDE K., *Vers une démocratie écologique. Le citoyen, le savant et le politique*, Paris : Seuil, 2010, 106p.

<sup>22</sup> OCDE, « La gouvernance au service des jeunes, de la confiance et de la justice intergénérationnelle : Des politiques adaptées à toutes les générations ? », Examens de l'OCDE sur la gouvernance publique, Éditions de l'OCDE, Paris, 2021, p.158 [en ligne :] [https://www.oecd-ilibrary.org/fr/governance/la-gouvernance-au-service-des-jeunes-de-la-confiance-et-de-la-justice-intergenerationnelle\\_57092ccc-fr](https://www.oecd-ilibrary.org/fr/governance/la-gouvernance-au-service-des-jeunes-de-la-confiance-et-de-la-justice-intergenerationnelle_57092ccc-fr), consulté le 20 octobre 2022.

tions futures mais ils sont insuffisants et trop peu répandus face aux enjeux que l'on connaît.<sup>23</sup> Comme le dit David Van Reybrouck, « nous colonisons (aussi) le futur ».<sup>24</sup>

## II. La création du GIEC

En 1979 a lieu la première conférence internationale sur le climat. Une décennie plus tard, en 1988, le groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), un organisme intergouvernemental ouvert à tous les pays membres des Nations Unies, est créé<sup>25</sup> en vue de fournir des évaluations détaillées de l'état des connaissances scientifiques, techniques et socio-économiques sur les changements climatiques, leurs causes, leurs répercussions potentielles et les stratégies de parade<sup>26</sup>.

<sup>23</sup> OCDE, « La gouvernance au service des jeunes... », pp. 132-157.

<sup>24</sup> VAN REYBROUCK D. (Écrivain), « David Van Reybrouck au "Soir": "Nous sommes en train de coloniser le futur" », entretien avec l'auteur, *Le Soir*, 26/02/2021, [en ligne :] <https://www.lesoir.be/357638/article/2021-02-26/david-van-reybrouck-au-soir-nous-sommes-en-train-de-coloniser-le-futur>, consulté le 20 octobre 2022.

L'écrivain continue sur le même sujet dans l'interview. Cela nous semble pertinent de reprendre ce passage ici : « Les protestations des générations futures vont se tourner contre nous, leurs colons, mais nous ne serons plus là. Je suis en train de lire *The Good Ancestor* (Le bon ancêtre, NDLR) de Roman Krznaric. Comment peut-on être un bon ancêtre aujourd'hui ? J'aime sa métaphore. C'est une tradition des Indiens iroquois : quand ils doivent trancher une décision importante, certains représentent des générations précédentes, d'autres des générations à venir. Le philosophe et économiste Philippe Van Parijs propose depuis longtemps que les parents aient deux votes : un pour eux et un pour leurs enfants. Notre système démocratique actuel est myope et vise toujours le court terme à cause d'échéances électorales à quatre ou cinq ans. Comment modeler une démocratie qui pense à long terme ? ».

<sup>25</sup> Il est créé par l'Assemblée générale des Nations Unies à l'initiative du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation météorologique mondiale (OMM) ; informations reprises sur le site du GIEC (IPCC en anglais) : Fiche d'information sur le GIEC: Chronologie – faits marquants de l'histoire du GIEC, [ipcc.ch](https://www.ipcc.ch), [en ligne :] [https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/04/FS\\_timeline\\_fr.pdf](https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/04/FS_timeline_fr.pdf), consulté le 27 mai 2022.

<sup>26</sup> « Accueil (en français) », [ipcc.ch](https://www.ipcc.ch), [en ligne :] <https://www.ipcc.ch/languages-2/francais>, consulté le 27 mai 2022.

Confiée à des experts plutôt qu'à une agence de l'ONU sous l'impulsion des dirigeants Ronald Reagan et Margareth Thatcher<sup>27</sup>, la question climatique est d'abord peu médiatisée. Entre 1988 et 2015, le GIEC gagne en reconnaissance. Les constats des experts se font de plus en plus alarmants et la prise de conscience d'une nécessaire intervention globale tant que locale est enfin mise à l'ordre du jour.

Mais cet ordre du jour ne plait pas à une série d'acteurs dominant le monde néo-libéral<sup>28</sup>. Comme d'autres avant lui, le sujet scientifique n'est pas toujours abordé comme on pourrait s'y attendre par les médias<sup>29</sup>. Le traitement de démonstrations scientifiques dans des médias grand public doit être amé-

<sup>27</sup> GEMENNE F., « Préface », dans DE PRYCK K., « GIEC, La voix du climat », Cairn.info, 2022, [en ligne :] <https://www.cairn.info/giec--9782724638707-page-5.htm>, consulté le 24 juin 2022.

<sup>28</sup> NIRANJAN A., « Lobbying threat to global climate action », dw.com, 5 novembre 2021, [en ligne :] <https://www.dw.com/en/lobbying-threat-to-global-climate-action/a-59726541>, consulté le 15 juillet 2022. SEMAL L., « ORESKES Naomi et CONWAY Erik M., Les Marchands de doute. Comment une poignée de scientifiques ont masqué la vérité sur des enjeux de société tels que le tabagisme ou le réchauffement climatique, Paris, Le Pommier, 2012. », Lectures, Trames vertes urbaines, Vol.3, n°2, juillet 2012, [en ligne :] <https://journals.openedition.org/developpementdurable/9346>, consulté le 15 juillet 2022. BONNEUIL C., CHOQUET P.-L., FRANTA B., « Total face au réchauffement climatique (1968-2021) », terrestres.org, 26 octobre 2021, [en ligne :] <https://www.terrestres.org/2021/10/26/total-face-au-rechauffement-climatique-1968-2021>, consulté le 15 juillet 2022.

<sup>29</sup> La question du traitement médiatique revient dans l'actualité avec un traitement jugé trop léger du réchauffement climatique, qui banaliserait les conséquences à venir en utilisant un discours et des images vantant implicitement les avantages directs de ce réchauffement. SCIGACZ M.-A., « Vague de chaleur : baignades, glaces, jeux d'eau... Les spécialistes du climat épinglent les médias pour leur traitement visuel de la crise climatique », 16 juin 2022, [en ligne :] [https://www.francetvinfo.fr/monde/environnement/crise-climatique/vague-de-chaleur-baignades-glaces-jeux-d-eau-les-specialistes-du-climat-epinglent-les-medias-pour-leur-traitement-visuel-de-la-crise-climatique\\_5199022.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/environnement/crise-climatique/vague-de-chaleur-baignades-glaces-jeux-d-eau-les-specialistes-du-climat-epinglent-les-medias-pour-leur-traitement-visuel-de-la-crise-climatique_5199022.html), consulté le 15 juillet 2022. CARVALHO N., « VRAI OU FAKE : le traitement médiatique des canicules est-il "léger" ? », francetvinfo.fr, 23 juin 2022, [en ligne :] [https://www.francetvinfo.fr/meteo/canicule/vrai-oufake-le-traitement-mediatique-descanicules-est-il-leger\\_5216803.html](https://www.francetvinfo.fr/meteo/canicule/vrai-oufake-le-traitement-mediatique-descanicules-est-il-leger_5216803.html), consulté le 15 juillet 2022.

lioré<sup>30</sup>. D'autant que l'on sait que certains lobbys n'hésitent pas à investir en publicités et actions médiatiques pour semer le doute face à une réalité qui ne leur est pas favorable<sup>31</sup>.

L'ordre du jour ne remet pas seulement en question les bénéfices d'entreprises habituées à une croissance à deux chiffres, il remet également en cause l'organisation entière des sociétés occidentales. Nos modes de vie, en particulier ceux des personnes détenant le plus de pouvoir, sont organisés autour d'un mode de consommation manquant de sobriété. Avec la meilleure volonté du monde, ces habitudes sont compliquées à modifier (consommation alimentaire, transports) de manière individuelle. Elles mettent également un certain temps à pouvoir être modifiées au niveau collectif. Cet enjeu paraît bien être un des nœuds du problème et est éminemment politique et même démocratique.

<sup>30</sup> Le débat est encore bien plus large. La manière dont les médias traitent de la science est cruciale d'un point de vue politique dans les sociétés démocratiques. Sans un accès à une information de qualité, il est impossible aux citoyens d'assumer correctement leurs responsabilités démocratiques. Notons par exemple, ces deux textes sur le sujet (il en existe beaucoup d'autres). CHEVRIER R., « Repenser le rapport entre la science et les médias », *Libération.fr*, publié le 3 juin 2021, [https://www.liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/repenser-le-rapport-entre-la-science-et-les-medias-20210603\\_5VFDB5DT3ZFLTOZBB4K32PKX4Y](https://www.liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/repenser-le-rapport-entre-la-science-et-les-medias-20210603_5VFDB5DT3ZFLTOZBB4K32PKX4Y), consulté le 22 septembre 2022 et « Science et médias : une relation sous influence », *afis.org*, 30 mai 2018, [en ligne :] <https://www.afis.org/Science-et-medias-une-relation-sous-influence>, consulté le 22 septembre 2022.

<sup>31</sup> Dans le film Davis Guggenheim, *Une vérité qui dérange*, en 2006, déjà cité précédemment, Al Gore met en exergue ce que Naomi et Conway nommeront en 2012 « la stratégie du tabac ». Cfr. : SEMAL L., « ORESKES Naomi et CONWAY Erik M., *Les Marchands de doute. Comment une poignée de scientifiques ont masqué la vérité sur des enjeux de société tels que le tabagisme ou le réchauffement climatique*, Paris, Le Pommier, 2012 », *Développement durable et territoires*, Vol. 3, n° 2, Juillet 2012, mis en ligne le 07 juillet 2012, [en ligne :] <http://journals.openedition.org/developpementdurable/9346>, consulté le 22 septembre 2022.

### III. Repenser le capitalisme et nos démocraties

#### A. Le défi démocratique

Le fonctionnement démocratique des sociétés occidentales a pour mérite de permettre à la question environnementale de pointer le bout de son nez dans le débat politique. Toutefois, comme pour d'autres sujets, le réchauffement climatique met en exergue les limites que rencontre actuellement la démocratie représentative. L'intérêt général, celui des générations futures en particulier, y est rarement pris en compte de manière prioritaire. D'autres enjeux, qui concernent les électeurs à plus court terme, s'imposent lors des élections et se poursuivent pendant le mandat en cours.

Nos démocraties ont mis beaucoup de temps à prendre l'enjeu climatique au sérieux. De manière générale, elles peinent à relever certains enjeux<sup>32</sup>. Même s'il en est de même pour les systèmes autoritaires<sup>33</sup>, il est important que l'on recherche des pistes pour continuer à voir nos démocraties évoluer. Le risque étant toujours, dans ce domaine, de voir des années de lutte pour l'accès à la démocratie anéanties par une crise rétablissant un pouvoir autoritaire.

Heureusement, des pistes existent pour redynamiser nos démocraties face aux enjeux contemporains<sup>34</sup>. Les Nations Unies doivent également évoluer afin d'accélérer la collaboration internationale sur les enjeux universels communs. Les initiatives visant à redynamiser nos démocraties et les négociations internationales sont un enjeu majeur de notre époque et de la lutte contre le réchauffement climatique. Des exercices comme les assemblées citoyennes sur le climat sont des tentatives concrètes pour prendre cet enjeu en compte<sup>35</sup>.

<sup>32</sup> On peut dire qu'il en est de même pour d'autres phénomènes comme le vivre ensemble ou la répartition équitable des richesses.

<sup>33</sup> Les pays autoritaires ne sont pas les plus performants pour mettre en place l'Accord de Paris, comme on peut l'observer sur le site *Climate Action Tracker* [en ligne :] <https://climateactiontracker.org>, consulté le 5 octobre 2022. En comparant les résultats de ce point de vue, les démocraties n'ont pas à rougir de leurs performances. Mais être meilleur que l'autre ne suffit pas toujours pour satisfaire aux objectifs fixés.

<sup>34</sup> De nombreuses références existent sur le sujet. Nous conseillons à toute personne qui commence à s'y intéresser la lecture des livres *Contre les élections et Plaidoyer pour un populisme* de David Van Reybrouck. VAN REYBROUCK D., *Contre les élections*, Arles : Actes Sud, 2014, 219 p. et VAN REYBROUCK D., *Plaidoyer pour un populisme*, Bruxelles : éd. Samsa, 2019, 99 p.

<sup>35</sup> LEGROS C., « Claire Mellier : « La notion d'équité devrait être au cœur des débats de la COP26 » », *lemonde.fr*, 30 octobre 2021, [en ligne :] [https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/10/30/claire-mellier-la-notion-d-equite-devrait-etre-au-cour-des-debats-de-la-cop26\\_6100439\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/10/30/claire-mellier-la-notion-d-equite-devrait-etre-au-cour-des-debats-de-la-cop26_6100439_3232.html), consulté le 25 juillet 2022.

## B. Le pouvoir de la sphère économique dans les sociétés industrielles

Cet ordre du jour du GIEC a donc le mérite de percer dans les années nœnante. Mais il rencontre une série de difficultés qui vont ralentir notre prise de conscience.

Durant ces années, avec la mondialisation, la sphère économique gagne du pouvoir sur le politique. Sur le plan démocratique, plus de pays accèdent à la démocratie<sup>36</sup> mais le modèle démocratique évolue peu tandis que le monde (économique, technologique, médiatique...) évolue rapidement. Ceci entraîne des tendances allant à contre-courant des mesures à prendre d'un point de vue climatique.

Prenons l'exemple du secteur aérien. Alors que l'on constate l'impact si important du transport aérien dans l'empreinte carbone individuelle des citoyens, l'accès à ce mode de déplacement polluant se banalise durant cette période.

Face au capitalisme néo-libéral et à la mondialisation, le pouvoir politique peine à être suffisamment réactif pour un enjeu comme celui du climat. De nombreux progrès industriels développés à grande allure<sup>37</sup> profitent de la mondialisation et se jouent du pouvoir politique pour limiter les nécessaires régulations. Sur des enjeux internationaux tant dans le défi (comme le défi climatique) que dans les mesures à prendre (comme la taxe sur le kérosène), le casse-tête est difficile à résoudre pour les défenseurs de l'intérêt public.

<sup>36</sup> Tendence qui semble malheureusement s'inverser depuis quelques années. Cfr. : DAMON J., « Classements et déclassements de la démocratie dans le monde », dans *Constructif* 2022/1 (N° 61), pages 18 à 24, mis en ligne sur Cairn.info le 28/03/2022, [en ligne :] <https://www.cairn.info/revue-constructif-2022-1-page-18.htm>, consulté le 5 septembre 2022. Paragraphe 28. : « depuis le milieu des années 2000 un relatif affaiblissement démocratique s'observe. C'est en tout cas ce que conclut *The Economist*, avec les vertus et les limites de son exercice. ».

<sup>37</sup> Nous prenons ici l'exemple du domaine aéronautique. Mais cette affirmation vaut pour bien d'autres secteurs industriels. Citons par exemple l'agriculture, l'industrie informatique et de la téléphonie mobile, le secteur automobile, le textile, la vente à distance... Tout est lié d'ailleurs. La facilité de recherche, comparaison, réservation et paiement d'un trajet en avion grâce à internet et aux applications sur smartphone participe au succès de ce secteur.

## C. Sobriété : un défi de taille dans un monde « de favorisés »

Comme pour d'autres secteurs, des études portant sur le transport aérien tendent à montrer que la part principale de ces émissions provient d'une partie favorisée de la population<sup>38</sup>. Ce sont les pays les plus riches qui émettent le plus de gaz à effet de serre (GES). Mais, surtout, au sein de chaque pays, les couches les plus favorisées de la société sont responsables d'une part importante des GES de ces pays<sup>39</sup>.

D'importantes inégalités en matière d'empreinte carbone sont observées au sein de chaque région du monde. En Asie de l'Est, les 50 % les plus pauvres émettent en moyenne environ 3 tonnes<sup>40</sup> par an, tandis que les 40 % intermédiaires en émettent près de 8 tonnes et les 10 % supérieurs près de 40 tonnes. Le contraste est saisissant avec l'Amérique du Nord, où les 50 % les plus pauvres émettent presque 10 tonnes, les 40 % intermédiaires environ 22 tonnes et les 10 % supérieurs plus de 70 tonnes en équivalent CO<sub>2</sub>. Ces chiffres peuvent à leur tour être comparés aux émissions en Europe, où les 50 % les plus pauvres émettent près de 5 tonnes, les 40 % intermédiaires environ 10,5 tonnes et les 10 % les plus riches environ 30 tonnes.<sup>41</sup>

En d'autres termes, sur cet enjeu, l'effort doit d'abord être réalisé par les couches les plus favorisées de la population. Oxfam souligne un aspect caricatural de ces inégalités en attirant notre attention sur le fait que, selon l'organisation non gouvernementale, « les 1 % les plus riches de la population (env. 63 millions de personnes) étaient responsables à eux seuls de 15 % des

<sup>38</sup> MARCHAND L., « Dans l'aérien, 1 % de la population mondiale cause la moitié des émissions de CO<sub>2</sub> », lesechos.fr, mis à jour le 21 novembre 2020, [en ligne :] <https://www.lesechos.fr/industrie-services/tourisme-transport/aerien-1-de-la-population-mondiale-cause-la-moitie-des-emissions-de-CO2-1266064>, consulté le 28 septembre 2022.

<sup>39</sup> CHANCEL L., « Qui pollue vraiment ? 10 points sur les inégalités et la politique climatique », legrandcontinent.eu, 8 juin 2022, [en ligne :] <https://legrandcontinent.eu/fr/2022/06/08/qui-pollue-vraiment-10-points-sur-les-inegalites-et-la-politique-climatique>, consulté le 25 juillet 22.

<sup>40</sup> Il s'agit de tonnes équivalent CO<sub>2</sub>. L'équivalent CO<sub>2</sub> d'une émission de gaz à effet de serre est la quantité de dioxyde de carbone qui provoquerait le même forçage radiatif cumulé sur une période de temps donnée (il est généralement convenu que cette période soit de 100 ans), c'est-à-dire qui aurait la même capacité à retenir le rayonnement solaire.

<sup>41</sup> CHANCEL L., op. cit.

émissions cumulées et de 9 % du budget carbone, soit deux fois plus que la moitié la plus pauvre de la population mondiale »<sup>42</sup> (environ 3,1 milliards de personnes) et ce pendant une période critique de 25 ans qui a connu une croissance sans précédent d'émissions polluantes.

Nos choix individuels peuvent nous permettre de réduire sensiblement notre consommation, et c'est en particulier vrai pour les couches les plus favorisées de la société, mais c'est également et surtout une révolution collective tant culturelle que technique, économique et politique qui doit être mise en œuvre.

## IV. En 2015, l'accord de Paris donne un réel espoir

### A. Le démarrage des COP

En 1992, au Sommet de la Terre de Rio, une convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques est signée<sup>43</sup>. Les conférences qui suivront sur ce thème seront appelées conférences des parties (Conférence Of Parties, COP, en anglais) et seront organisées chaque année à partir de 1995. Le protocole de Kyoto est signé à la COP3, en 1997, mais n'est entré en vigueur qu'en 2005 ! Ce protocole visait à réduire, entre 2008 et 2012,

<sup>42</sup> Oxfam International, « Combattre les inégalités des émissions de CO<sub>2</sub> – La justice climatique au cœur de la reprise post COVID-19 », Document d'information médias, 21 septembre 2020, [en ligne :] <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621052/mb-confronting-carbon-inequality-210920-fr.pdf?sequence=3&isAllowed=y>, consulté le 25 juillet 2022.

<sup>43</sup> La CCNUCC en français (UNFCCC en anglais) : « Qu'est-ce que la CCNUCC, la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques? », [unfccc.int](https://unfccc.int/fr/processus-et-reunions/la-convention/qu-est-ce-que-la-ccnucc-la-convention-cadre-des-nations-unies-sur-les-changements-climatiques), dans la rubrique *Processus et réunion*, [en ligne :] <https://unfccc.int/fr/processus-et-reunions/la-convention/qu-est-ce-que-la-ccnucc-la-convention-cadre-des-nations-unies-sur-les-changements-climatiques>, consulté le 15 juillet 2022.

d'au moins 5 % par rapport au niveau de 1990 les émissions de six gaz à effet de serre : dioxyde de carbone, méthane, protoxyde d'azote et trois substituts des chlorofluorocarbones<sup>44</sup>.

## B. L'accord de Paris, un accord historique

L'accord de Paris sur le climat, signé lors de la COP 21<sup>45</sup>, est un traité international que l'on peut qualifier d'historique. Cet accord mondial, signé près de 50 ans après la première conférence internationale sur le climat, vise à lutter contre le réchauffement climatique et a pour objectif d'accélérer et d'intensifier les actions et les investissements nécessaires à un avenir durable, vivable, à faible intensité de carbone.

Il rassemble toutes les nations<sup>46</sup> et doit permettre de renforcer la réponse mondiale à la menace du changement climatique en maintenant l'augmentation de la température mondiale à un niveau bien inférieur à deux degrés

<sup>44</sup> Comme l'explique cet article de Radio-Canada, le bilan est très mitigé. Entre 1990 et 2012, les émissions de gaz à effet de serre des pays signataires ont, officiellement, été réduites de 24 %. Toutefois, l'article souligne quelques événements qui faussent la donne (États de l'ancien bloc de l'Est dont les économies se sont effondrées, USA hors traité, retrait du Canada qui a vu ses émissions bondir). La réduction serait plutôt de 4 %, soit en deçà de l'objectif fixé. Radio-Canada, « Les 10 ans du protocole de Kyoto, quel bilan ? », [ici.radio-canada.ca](https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/706861/dix-ans-protocole-kyoto-changements-climatiques-bilan-echec), mis à jour le 15 février 2015 [en ligne :] <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/706861/dix-ans-protocole-kyoto-changements-climatiques-bilan-echec>, consulté le 22 septembre 2022.

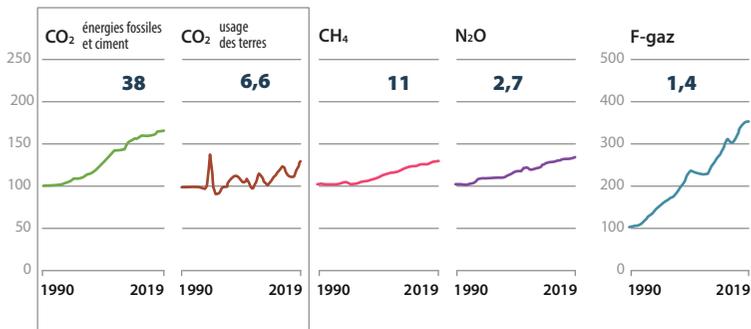
<sup>45</sup> La COP21 est la 21<sup>e</sup> Conférence des parties (COP) à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de 1992.

<sup>46</sup> Recueil des traités des nations unies en ligne (UNTC), Rubrique Dépositaire, sous-rubrique État des traités, « Chapitre XXVII Environnement, 7.d Accord de Paris », [https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg\\_no=XXVII-7-d&chapter=27&clang=\\_fr](https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXVII-7-d&chapter=27&clang=_fr), consulté le 25 mai 2022. L'accord de Paris a 195 États signataires et 193 États parties. Seuls quelques rares États ne sont pas en ordre de ratification : l'Erythrée, l'Iran, la Libye et le Yémen. Pour rappel, les États-Unis, parties prenantes à l'accord depuis 2016, se sont retirés de l'accord en 2019 (sous l'initiative du Président Donald Trump). Ils y sont revenus dès le 20 janvier 2021, au lendemain de l'investiture du Président Joe Biden.

Celsius par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre les efforts pour limiter encore davantage l'augmentation de la température à 1,5 degré Celsius<sup>47</sup>.

L'accord de Paris est un bon accord mais son application n'a pas satisfait durant ces premières années comme le souligne ce tableau<sup>48</sup>.

### Emissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990 (%)



**En 2019 : 59 milliards de tonnes CO<sub>2</sub>-équivalent**

Source : Dr. Valérie Masson-Delmotte, @valmasdel - Twitter

<sup>47</sup> « Qu'est-ce que l'Accord de Paris ? », *unfccc.int*, dans la rubrique Processus et réunion, [en ligne :] <https://unfccc.int/fr/process-and-meetings/l-accord-de-paris/qu-est-ce-que-l-accord-de-paris>, consulté le 27 mai 2022.

<sup>48</sup> MASSON-DELMOTTE V., [@valmasdel], « Malgré cela, les émissions mondiales de gaz à effet de serre ont atteint un niveau record au cours de la (...) » [Tweet], Twitter, le 1<sup>er</sup> septembre 2022, [en ligne :] <https://twitter.com/valmasdel/status/1565349518412894208/photo/1>, consulté le 5 septembre 2022.

## V. Le contexte peu favorable de ces sept dernières années

### A. Trump

L'accord de Paris est entré en vigueur le 4 novembre 2016. Donald Trump est élu président des États-Unis d'Amérique (USA) quatre jours plus tard. Le 1<sup>er</sup> juin 2017, Donald Trump annonce la sortie des États-Unis de l'accord de Paris sur le climat, un de ses promesses de campagne.<sup>49</sup> Les quatre années de son mandat (2017-2021) ont certainement affecté l'application de ce traité. Même si le pays n'est sorti effectivement de l'accord de Paris qu'entre le 4 novembre 2020 et le 20 janvier 2021<sup>50</sup>, soit 77 jours, et que de nombreux acteurs américains ont rappelé leur volonté de prendre leurs responsabilités face à cet enjeu universel<sup>51</sup>, la portée médiatique de sa décision a joué négativement sur l'application de l'accord de Paris.

Symboliquement, le geste politique porté par Trump lors de l'annonce en 2017 et par les démarches officielles posées en novembre 2019<sup>52</sup> était un coup d'éclat du mouvement « climato-sceptique » ou plutôt financiero-opportuniste. Les États-Unis étant un acteur conséquent du poids carbone mondial, tant historiquement que conjoncturellement, cette décision, a donné un coup

<sup>49</sup> « Climat : Donald Trump annonce le retrait des Etats-Unis de l'accord de Paris », lemonde.fr, mis à jour le 2 juin 2017 [en ligne :] [https://www.lemonde.fr/donald-trump/article/2017/06/01/climat-donald-trump-annonce-le-retrait-des-etats-unis-de-l-accord-de-paris\\_5137402\\_4853715.html](https://www.lemonde.fr/donald-trump/article/2017/06/01/climat-donald-trump-annonce-le-retrait-des-etats-unis-de-l-accord-de-paris_5137402_4853715.html), consulté le 24 octobre 2022.

<sup>50</sup> Recueil des traités des nations unies en ligne (UNTC), Rubrique Dépositaire, sous-rubrique État des traités, « Chapitre XXVII Environnement, 7.d Accord de Paris », [treaties.un.org](https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXVII-7-d&chapter=27&clang=_fr), [en ligne :] [https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg\\_no=XXVII-7-d&chapter=27&clang=\\_fr](https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXVII-7-d&chapter=27&clang=_fr), consulté le 25 mai 2022.

<sup>51</sup> US Climate alliance, [en ligne :] <http://www.usclimatealliance.org>, consulté le 24 juin 2022. We are still in, [en ligne :] <https://www.wearestillin.com>, consulté le 24 juin 2022. Climate mayors, [en ligne :] <https://climatemayors.org>, consulté le 24 juin 2022.

<sup>52</sup> GARRIC A., « Donald Trump engage le retrait officiel des Etats-Unis de l'accord de Paris sur le climat », mis à jour le 5 novembre 2019 [en ligne :] [https://www.lemonde.fr/planete/article/2019/11/04/donald-trump-engage-le-retrait-officiel-des-etats-unis-de-l-accord-de-paris-sur-le-climat\\_6018021\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2019/11/04/donald-trump-engage-le-retrait-officiel-des-etats-unis-de-l-accord-de-paris-sur-le-climat_6018021_3244.html), consulté le 24 octobre 2022.

de frein à la mise en place de l'accord de Paris. Les USA ne peuvent être les seuls à être blâmés mais là où ils auraient pu être un pays exerçant un réel leadership, ils ont joué exactement le rôle inverse. Leur impact est loin d'avoir été négligeable.

Cette victoire de Trump peut être envisagée négativement pour la lutte contre le changement climatique au même titre que la victoire de George W. Bush contre Al Gore en 2000. L'importance des États-Unis d'Amérique sur ce dossier est évidente. L'empreinte écologique des Américains est importante, historiquement et encore aujourd'hui<sup>53</sup>. La proximité de ces présidents conservateurs avec l'industrie pétrolière<sup>54</sup> est également évidente et explique le retrait des USA de l'accord de Kyoto (sous Bush) et de l'accord de Paris (sous Trump).

## B. Pandémie COVID-19

Durant ces deux dernières années, le monde a aussi connu la pandémie de coronavirus. Si on a pu penser que le ralentissement, voire l'arrêt des activités pourrait avoir un impact positif sur le climat, au final, cette crise a surtout ralenti la mise en place des politiques prévues.

Les différents confinements induits par les mesures sanitaires de lutte contre le virus ont eu un impact, assez négligeable, sur le réchauffement climatique (une baisse d'environ 0,01 °C d'ici à 2030)<sup>55</sup>. Par exemple, si le recul des émissions de GES observé en Belgique en 2020 est assez net (-7,4 % par rapport à 2019<sup>56</sup>), il ne repose que sur des changements conjoncturels. En effet, cette baisse peut être attribuée, dans une large mesure, aux répercussions de la

<sup>53</sup> CHANCEL L., op. cit.

<sup>54</sup> KRAMER R. C., « Carbon Criminals, Climate Crimes », Rutgers University Press, 17 avril 2020, 242 pages.

<sup>55</sup> FORSTER, P.M., FORSTER, H.I., EVANS, M.J. et al., « Current and future global climate impacts resulting from COVID-19 », *Nature Climate Change*, 10, 913-919 (2020), 7 août 2020, [en ligne :] <https://www.nature.com/articles/s41558-020-0883-0>, consulté le 2 juin 2022.

<sup>56</sup> « Bilan provisoire des émissions en 2020 : un recul de plus de 7 % par rapport à 2019 », *Climat.be*, 23 août 2021, <https://climat.be/actualites/2021/bilan-provisoire-des-emissions-en-2020-un-ecul-de-plus-de-7-par-rapport-a-2019>, consulté le 26 juin 2022.

crise sanitaire et des mesures de confinement. Mais il ne s'agit en rien d'une tendance permettant d'atteindre la neutralité climatique. Depuis, l'activité a repris et nous recommençons à émettre autant de GES qu'avant la crise sanitaire.

Durant cette période, les énergies politiques et celles de la société civile ont été freinées par les confinements et la réponse à donner à la pandémie. Les mesures prises pour répondre à la crise et les conséquences de ces mesures ont aussi eu un impact négatif pour l'enjeu climatique. Pensons par exemple aux manifestations pour le climat qui ont été impossibles et stoppées net dans leur élan. L'attention médiatique a quant à elle été entièrement captée par la pandémie de Covid-19 : « *Par l'intensité de son pic et la persistance de sa forte médiatisation dans le temps, la Covid-19 bénéficie d'un traitement médiatique totalement inédit dans l'histoire de la presse*<sup>57</sup>. »

La Covid-19 n'a donc pas été a priori une aubaine pour l'enjeu climatique. Certains acteurs, comme la Commission européenne, tentent de combiner politiquement les deux enjeux. Ainsi, les plans de relance européens post pandémie donnent une nouvelle opportunité à la mise en place de l'accord de Paris. Mais ces initiatives ne parviennent pas encore à combler le retard pris depuis 2015.

<sup>57</sup> MOYSAN T., « Les événements qui ont le plus marqué les médias depuis 1945 », CB News, 16 mai 2021, [en ligne :] <https://www.cbnews.fr/etudes/image-evenements-qui-ont-plus-marque-medias-1945-61130>, consulté le 27 juin 2022.

## VI. Sixième rapport du GIEC : l'état actuel de la situation

### A. Espoirs déçus

Début 2022, le GIEC a partagé les deuxième et troisième volets de son sixième rapport. Nous disposons donc aujourd'hui de constats très concrets, mis à jour, issus de ce nouveau rapport.<sup>58</sup> Nous devrions être en droit d'espérer que la situation se soit déjà améliorée depuis 2015 et que les perspectives à long terme soient plus optimistes.

Toutefois, comme mentionné, les facteurs limitant se sont succédé depuis 2015, ce qui explique partiellement les constats posés par le GIEC.

### B. Quels sont les constats de ce rapport ?

En voici quelques-uns :

- le changement climatique, causé par les émissions de gaz à effet de serre anthropiques (principalement la combustion de charbon, de pétrole et de gaz), a déjà entraîné des « effets négatifs généralisés » et causé des dégâts irréversibles à l'ensemble des sociétés et de la nature.<sup>59</sup>
- le seuil de +1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle pourrait être atteint autour de 2030, soit dix ans plus tôt que la dernière estimation datant de 2018.<sup>60</sup>
- le GIEC dénonce la menace que représentent le dérèglement climatique ainsi que le manque de réponses qui y sont apportées.<sup>61</sup>

<sup>58</sup> Le cinquième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat est paru en 2014.

<sup>59</sup> GARRIC A., « Climat : le GIEC s'alarme des conséquences vertigineuses d'un monde toujours plus chaud », *Le Monde*, mis à jour le 11 mars 2022 [en ligne :] [https://www.lemonde.fr/planete/article/2022/02/28/climat-le-giec-previent-des-vertigineuses-consequences-d-un-monde-toujours-plus-chaud\\_6115555\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2022/02/28/climat-le-giec-previent-des-vertigineuses-consequences-d-un-monde-toujours-plus-chaud_6115555_3244.html), consulté le 27 mai 2022.

<sup>60</sup> DE HOUCK E., MANFREDINI D., « Rapport du GIEC sur le climat : «Les demi-mesures ne sont plus une option» », RTBF, 28 février 2022, [en ligne :] <https://www.rtb.be/article/rapport-du-giec-sur-le-climat-les-demi-mesures-ne-sont-plus-une-option-10944519>, consulté le 27 mai 2022.

<sup>61</sup> *Ibid.*

- pour le GIEC, le pire est encore à venir, et l'on ne peut que freiner le désastre.
  - ▶ Contenir le réchauffement climatique à 1,5 °C – l'objectif le plus ambitieux de l'accord de Paris – « réduirait considérablement les pertes et dommages », toutefois « sans pouvoir tous les éliminer », avertissent les scientifiques, qui évoquent une « hausse inévitable de multiples dangers ».
  - ▶ En cas de dépassement de cette limite de 1,5 °C, les effets négatifs et les dégâts irréversibles « s'intensifieront encore, à chaque hausse du réchauffement ».
- or, le thermomètre a déjà grimpé de 1,2 °C par rapport à l'ère préindustrielle et les engagements de court terme des États mènent la planète vers un réchauffement de 2,7 °C à la fin du siècle, voire davantage puisque les promesses ne sont, pour l'instant, pas tenues.<sup>62</sup>
- les chercheurs mettent en garde contre les impacts du changement climatique qui s'avèrent, non seulement, « de plus en plus complexes à gérer », mais qui également se produiront de plus en plus simultanément, avec parfois des conséquences « en cascade » d'une région à l'autre.

## C. Un consensus prudent... qui tire la sonnette d'alarme et dénonce le manque de réaction

### Exemple concret du changement climatique

*Dans leur mise en garde contre les impacts du changement climatique, les experts du GIEC donnent des exemples, comme celui-ci : « l'augmentation de la chaleur et de la sécheresse se conjugueront pour nuire à la production alimentaire et réduire la productivité de la main-d'œuvre agricole, ce qui entraînera une hausse des prix des aliments et une baisse des revenus des agriculteurs, d'où une augmentation de la malnutrition et des décès ».*<sup>63</sup>

<sup>62</sup> GARRIC A., op. cit.

<sup>63</sup> Ibid.

On le voit, les perspectives sont plus pessimistes qu'en 2018. Le GIEC insiste non seulement sur la menace du réchauffement climatique mais il dénonce également le manque de réaction.

La situation actuelle est particulièrement inquiétante. En effet, le constat du réchauffement climatique est devenu indéniable. Les effets sont déjà dévastateurs. La nécessité de réagir vite et de manière importante pour limiter l'ampleur des dégâts futurs est réelle. D'autant que, comme le rappelle F. Gemenne, expert du GIEC, ce rapport est un consensus prudent<sup>64</sup>.

## VII. Décider de changer et garder l'espoir comme ligne d'horizon

De manière optimiste, il est évident que, dans l'ombre des unes médiatiques, de nombreux secteurs économiques revoient leurs plans de développement avec des objectifs précis de réduction des émissions de GES. La notion de sobriété, développée voici déjà plus de dix ans par des mouvements comme les Colibris<sup>65</sup>, gagne les milieux économiques.

Comme souvent, des facteurs externes peuvent jouer un rôle inattendu. La guerre en Ukraine, et avec elle le prix des énergies fossiles qui part en flèche, aura certainement une influence positive sur l'atteinte des objectifs de réduction des émissions. Forcées de consommer moins, nos sociétés vont être amenées à moins polluer. Les acteurs, privés et publics, vont être encouragés à investir dans des systèmes d'économie d'énergie. Mais ces progrès, s'ils sont motivés par d'autres causes, peuvent être de courte durée. Contraints par les circonstances, ils se conjuguent avec des répercussions humaines douloureuses. Il est difficile de mettre de côté la réflexion qu'une transition

<sup>64</sup> GEMENNE F., [@Gemenne], « En complément, il est important de rappeler ici que les projections du GIEC s'appuient le consensus minimal entre plusieurs (...) » [Tweet], Twitter, 19 août 2022, [en ligne :] <https://twitter.com/Gemenne/status/1560589960364691456>, consulté le 5 septembre 2022.

<sup>65</sup> « Vivre simplement : la sobriété heureuse », *Colibris le mag – des idées pour construire demain*, le 8 septembre 2011 [en ligne :] <https://www.colibris-lemouvement.org/magazine/vivre-simplement-sobriete-heureuse>, consulté le 5 septembre 2022. La notion de Sobriété est aussi très présente dans la seconde encyclique du Pape François, *Laudato si'*, parue en 2015.

mieux anticipée aurait rendu nos sociétés plus résilientes à la crise énergétique que nous allons vivre en cet hiver 2022-2023. Le jeu pervers du courant climato-sceptique nous coûte cher aujourd'hui.

Les tensions sont encore vives au sein de la société. Nous sommes en plein cœur d'une réelle transition et nous ressentons, chacun où nous sommes, les tourbillons de signaux parfois positifs, parfois négatifs sur le sujet.

Il nous paraît important que chacun soit conscient de l'enjeu fondamental qui est en cours. Conscientisés, déterminés à poursuivre collectivement la lutte contre le réchauffement climatique, nous pouvons relever ce défi plus rapidement que nous ne l'imaginons.

---

## Conclusion

L'été 2022 est passé et nous redoutons déjà l'hiver à venir. Avec la guerre en Ukraine, le prix de l'énergie annonce une nouvelle crise, économique et sociale.

Nous l'avons vu, depuis les deux révolutions industrielles, l'histoire s'accélère. Avec la crise climatique, l'accélération de l'histoire prend une allure dramatique. Et, pour couronner le tout, les diverses crises que le monde actuel rencontre se succèdent, se superposent.

La crise sanitaire liée à la Covid-19 nous avait quelque peu distraits de l'urgence climatique. Permettant même un petit ralentissement de notre consommation mondiale, elle nous avait permis de rêver à un monde d'après plus optimiste, plus idéal. Mais les mesures sanitaires ont sapé notre moral. Après la Covid-19, nous avons repris nos habitudes occidentales de plus belle alors que résonnait déjà le bruit des canons en Ukraine.

La crise énergétique actuelle invite nos sociétés (citoyens, entreprises, institutions publiques) à accélérer notre transition énergétique. Elle démontre également notre retard. Si nous étions mieux engagés sur les objectifs de l'accord de Paris, nous souffririons déjà moins des prix.

En effet, celles et ceux qui ont déjà pris de l'avance dans l'isolement de leur bâtiment, ou investi dans des énergies renouvelables, dans des moyens de locomotion moins énergivores, ressentent beaucoup moins les effets de la

crise. Pour les locataires, qui dépendent de l'investissement des propriétaires dans l'isolement de leur bâtiment, les Régions envisagent une mesure sur l'indexation des loyers pour limiter l'effet de la crise sur les locataires affectés par des logements mal isolés<sup>66</sup>.

Les citoyens et les entreprises passés en transition ont le mérite d'avoir déjà développé des habitudes (alimentaires, de déplacement...) plus durables mais aussi, plus économes. Cette crise met en évidence la résilience de la transition que nous devons entamer pour réduire l'impact du réchauffement climatique. Cet exercice doit être collectif et solidaire.

Après l'hiver, l'été 2023 sera rapidement là. Que nous réservera-t-il ?

Si nos sociétés prennent pleinement conscience des avertissements du GIEC, une réelle stratégie peut être mise en place. Comme nous l'avons vu, jusqu'ici l'enjeu climatique a été longtemps négligé. Aujourd'hui, les événements provoqués par le climat (incendies, inondations, sécheresses...) doivent nous inviter à lire les rapports du GIEC. La terre nous appelle à ce qu'elle soit, avec les experts, enfin prise au sérieux et respectée.

En changeant notre attitude vis-à-vis de ce réchauffement climatique, nous aborderons les saisons plus sereinement, conscients que les efforts entrepris pour limiter les effets du réchauffement climatique amèneront nos générations et les suivantes à les craindre de moins en moins. Nous avons envie de dire que, été après été, il semble de plus en plus évident qu'instinctivement, cela devienne la voie la plus sage à suivre. Le GIEC souligne que ça l'est aussi scientifiquement. Et l'accord de Paris est un traité international qui nous dit que cette voie est aussi juridiquement contraignante.

Dans ce contexte, les États, et au sein de nos démocraties les citoyens, prennent conscience que le coût d'une transition planifiée est moindre que celui de continuer à subir toujours plus les conséquences de cet enjeu planétaire.

<sup>66</sup> Les propriétaires n'ayant pas investi suffisamment dans l'isolation de leur bien locatif se voient ainsi empêchés de rajouter une indexation au loyer perçu auprès de locataires. Ceux-ci devant déjà assumer une facture d'énergie alourdie par la mauvaise isolation du logement. Lire à ce propos : LAMBERT X. AVEC BELGA, « "Passoires énergétiques" : geler l'indexation des logements moins bien isolés, Bruxelles et Wallonie y pensent, la Flandre l'a fait », RTBF.be, mis à jour le 2 octobre 2022 [en ligne :] <https://www.rtbef.be/article/passoires-energetiques-geler-l-indexation-des-logements-moins-bien-isoles-bruxelles-et-wallonie-y-pensent-la-flandre-l-a-fait-11077336>, consulté le 14 octobre 2022.

Investir dans une économie durable pour un avenir durable n'est pas nécessairement catastrophique économiquement. Cela l'est peut-être pour certains acteurs privés mais cela ne l'est pas pour la collectivité. Pour atteindre un futur aussi positif, nous devons travailler activement à la réussite de la transition en cours. Tant d'un point de vue technologique, en transformant nos modes de productions agricoles et énergétiques, en revoyant nos moyens de transport, en travaillant sur nos habitations, que d'un point de vue culturel et démocratique. Nous devons revoir profondément nos habitudes de vie, investir nos moyens dans des secteurs durables.

Nos démocraties doivent également évoluer. Elles doivent progressivement se réformer pour remettre le citoyen au cœur des décisions, l'amener à se responsabiliser davantage face à de tels enjeux, et ce d'une manière qui permette à l'intérêt commun, en ce compris celui des générations futures, de s'exprimer. L'enjeu est démocratique : il faudra donc continuer à travailler sur des aspects politiques mais aussi médiatiques, de justice et citoyens.

L'été 2023 sera bientôt là. Nous l'avons vu, le temps passe très vite. Il y a 166 ans, une femme nous annonçait déjà les effets terribles que pouvait provoquer la révolution industrielle. Il est temps d'opérer la révolution culturelle !

\*\*

Thierry Dethier est chargé de recherches au sein du pôle Recherche & Plaidoyer. Il est titulaire d'une licence en Sciences Politiques et d'un diplôme d'Études spécialisées en Droits de l'homme. Avant de rejoindre le CPCP, Thierry a travaillé dans l'humanitaire et l'enseignement.





DETHIER Thierry, *Réchauffement climatique : origines, développement, actualité et quelques perspectives. Petite initiation citoyenne à cet enjeu crucial contemporain*, Bruxelles : CPCP, Analyse n° 465, 2022, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/rechauffement-climatique>.

DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,  
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.

**[www.cpcp.be](http://www.cpcp.be)**



Avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles

L'impact actuel du réchauffement climatique dans nos contrées amène chaque jour davantage de citoyennes et citoyens à s'y intéresser. Malgré cet intérêt grandissant, les experts sur ce sujet sont très préoccupés. Ils dénoncent, dans les derniers rapports, le manque de réponses qui sont apportées au dérèglement climatique et annoncent que le pire est encore à venir.

Cette analyse tâche d'aider chacune et chacun voulant participer à la réflexion commune en revenant sur quelques-unes des étapes historiques majeures de cet enjeu contemporain.

L'auteur souligne également en parallèle divers enjeux de sociétés qui permettent d'une part d'expliquer la lenteur et la faiblesse de la réaction commune et, d'autre part, de jeter quelques perspectives pour changer le cap.

### **Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation**

Avenue des Arts, 50/bte 6 – 1000 Bruxelles

**02 318 44 33 | [info@cpcp.be](mailto:info@cpcp.be)**

**[www.cpcp.be](http://www.cpcp.be) | [www.facebook.com/CPCPasbl](https://www.facebook.com/CPCPasbl)**

Toutes nos publications sont disponibles en téléchargement libre :  
**[www.cpcp.be/publications/](http://www.cpcp.be/publications/)**